

Termes de référence

Intitulé du poste :	Consultant – Études sur la gouvernance des océans République de Madagascar
Département / Bureau :	Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques des Nations Unies (“la Division”)
Lieu d’affectation :	À domicile (travail à distance)
Type de contrat :	Consultant
Niveau :	Consultant, Niveau B
Langues requises :	Français et Anglais
Date de début : (date à laquelle le/la candidat(e) sélectionné(e) devrait commencer))	22 décembre 2023
Durée :	À temps partiel. 6 mois (54 jours ouvrables).
Somme du contrat :	17,000 \$ US (payés en trois versements après confirmation par la Division de l’achèvement satisfaisant de chaque phase)

Cadre organisationnel

Le Programme d'assistance pour répondre aux besoins de capacités stratégiques des États en développement dans le domaine de la gouvernance des océans et du droit de la mer est un projet mis en œuvre par le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat des Nations Unies par l'intermédiaire de sa Division des affaires maritimes et du droit de la mer (la Division), avec un financement fourni par la Norvège, au travers de son Agence norvégienne de coopération pour le développement international (Norad). Le projet aide les États en développement, en particulier les petits États insulaires en développement (PEID), à mettre en place des économies durables fondées sur l'océan en s'attaquant aux principaux obstacles liés aux capacités régionales et nationales, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies de 1982 sur le Droit de la mer (« CNUDM ») et des cadres connexes.

Le Programme d'assistance est composé de trois grandes séries d'activités : (1) la conduite d'analyses des cadres nationaux de gouvernance des océans dans les États bénéficiaires sélectionnés (Études sur la gouvernance des océans) ; (2) la conception et la réalisation de cours de formation pour le renforcement des capacités selon les besoins ; et (3) les consultations avec les organisations intergouvernementales régionales compétentes en vue d'identifier des activités de renforcement des capacités qui appuieraient les programmes de travail nationaux et régionaux de gouvernance des océans.

Les études sur la gouvernance des océans consistent en un inventaire au niveau national et des analyses des cadres juridiques et institutionnels de la gouvernance des océans dans les États bénéficiaires sélectionnés. Les études sur la gouvernance des océans visent à : (1) fournir un aperçu de haut niveau du cadre juridique et institutionnel de l'État pour les océans ; (2) accroître la

sensibilisation de l'État bénéficiaire à son cadre juridique et institutionnel global pour les océans, y compris les potentiels liens, chevauchements et lacunes ; (3) comparer le cadre juridique et institutionnel national aux exigences fondamentales de la CNUDM et de sa mise en œuvre ou des instruments internationaux applicables connexes ; (4) aider les États bénéficiaires à identifier et hiérarchiser les lacunes en matière de capacités dans l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour les océans ; et (5) fournir une base de connaissances sur les cadres juridiques et institutionnels nationaux pour les océans. En outre, les études sur la gouvernance des océans aideront à identifier les besoins supplémentaires en matière de renforcement des capacités à traiter dans le cadre de ce projet et à renforcer la capacité des États bénéficiaires à construire plus efficacement leurs cadres de gouvernance des océans (y compris par le biais de partenariats avec d'autres partenaires de développement).

Lieu de travail

À domicile, avec des missions possibles en fonction des politiques de voyage des Nations Unies.

Durée prévue

Temps partiel à partir de 22 décembre 2023 au 22 juillet 2024 .

Devoirs et responsabilités

Sous la supervision générale du Directeur de la Division, le travail du consultant sera supervisé par le Juriste principal en charge du renforcement des capacités et des fonds fiduciaires (le Chef), et géré directement par le Responsable faisant office de point focal national pour le projet au sein de la Division, à qui le consultant rendra compte.

Le consultant effectuera des recherches sur le cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des océans dans l'État bénéficiaire, en relation avec la portée des travaux et les livrables décrits ci-dessous.

Cadre du travail

Le consultant doit :

1. entreprendre des consultations avec les représentants de l'État, les organisations régionales compétentes et d'autres parties prenantes nationales ;
2. développer une cartographie institutionnelle nationale relative aux océans ;
3. effectuer une recherche documentaire pour identifier les lois, réglementations et documents politiques clés, y compris sur la base des informations fournies par l'État ;
4. préparer et administrer des instruments d'enquête concernant le cadre juridique et institutionnel des océans sur la base des exigences de la CNUDM et des instruments connexes, y compris en ce qui concerne les besoins en capacités ;
5. recevoir et prendre en compte les commentaires de la Division et des parties prenantes nationales sur les versions préliminaires des livrables attendus.

Résultats

Le consultant doit fournir les résultats suivants :

1. un tableau résumant la présence ou l'absence d'éléments clés du cadre juridique et institutionnel pour les océans au titre de la CNUDM et des instruments connexes ;
2. un Rapport sur la gouvernance des océans (Rapport OG) composé d'une description narrative du cadre juridique et institutionnel des océans de l'État bénéficiaire. Ce rapport OG constituera un aperçu général destiné aux décideurs politiques, mais ne décrira pas en détail les instruments juridiques et les structures institutionnelles. Le rapport des OG doit également comporter une section traitant de manière approfondie des secteurs prioritaires identifiés par l'État bénéficiaire. Cette section est à préparer en étroite collaboration avec le consultant en soutien à la recherche ;

3. une compilation des instruments juridiques nationaux pertinents (tels que fournis par l'État bénéficiaire) et une liste des instruments internationaux relatifs aux océans auxquels l'État bénéficiaire est signataire ou partie ;
4. un inventaire hiérarchisé des besoins urgents en matière de renforcement des capacités liées à l'océan.

Un premier paiement de 1000 USD est dû lors de la signature du contrat, un deuxième paiement est dû à l'achèvement satisfaisant de la phase 1 (soumission des projets de résultats pour examen par la Division) et de la phase 2 (soumission des résultats finaux), comme certifié par la Division.

Compétences

- **Professionalisme** : Compétences analytiques et évaluatives démontrées pour mener des recherches et des analyses indépendantes, y compris une connaissance et une expérience de l'utilisation de diverses sources de recherche; est consciencieux et efficace dans le respect des engagements, le respect des délais et l'obtention de résultats. Capacité à traiter les informations sensibles ou confidentielles de manière appropriée. Capacité à intégrer les perspectives de genre dans la recherche de fond.
- **Travail d'équipe** : Excellentes compétences interpersonnelles et capacité d'établir et de maintenir des relations de travail harmonieuses dans un environnement de travail multiculturel, multiethnique et politique. Capacité à travailler en collaboration avec ses collègues pour atteindre les objectifs du projet ; capacité à demander des avis en valorisant véritablement les idées et l'expertise des autres ; être disposé à apprendre des autres ; capacité à développer un consensus parmi des personnes ayant des points de vue variés ; capacité à partager le mérite des réalisations de l'équipe et à accepter la responsabilité conjointe des lacunes de l'équipe.
- **Planification et organisation** : Développer des objectifs clairs qui sont cohérents avec les stratégies convenues ; identifier les activités et les missions prioritaires ; ajuster les priorités selon les besoins ; allouer une quantité appropriée de temps et de ressources pour terminer le travail ; prévoir les risques et tenir compte des imprévus lors de la planification ; surveiller et ajuster les plans et les actions si nécessaire ; utiliser le temps efficacement.
- **Communications** : Solides compétences en communication orale et en rédaction ; capacité à interagir positivement avec les hauts fonctionnaires du gouvernement.
- **Aptitudes technologiques** : Excellente connaissance des applications Microsoft Office, notamment Microsoft Word, PowerPoint et Excel. La capacité à utiliser d'autres logiciels pertinents (tels que des outils de cartographie), ainsi qu'un logiciel de base de données pour organiser, analyser et archiver les documents collectés au cours de la recherche est souhaitable. Chercher activement à appliquer la technologie aux tâches appropriées.

Éducation

Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise ou équivalent en droit international, droit de la mer, développement durable, sciences de l'environnement/des océans ou dans un domaine connexe. Un diplôme universitaire de premier cycle associé à cinq années supplémentaires d'expérience professionnelle pertinente peut être accepté à la place du diplôme universitaire supérieur.

Expérience professionnelle

Au moins cinq ans d'expérience à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés dans la préparation de rapports analytiques, la recherche qualitative et quantitative et l'organisation de réunions multipartites.

Une expérience dans les affaires maritimes ou dans des domaines connexes est requise.

Une connaissance et une expérience préalables de la recherche et de la méthodologie de recherche sont requises.

Des preuves de recherches et de publications pertinentes récentes sont requises.

Une expérience professionnelle antérieure dans le système des Nations Unies est hautement souhaitable.

Langues

Pour ce poste, la maîtrise de le français courant avec d'excellentes compétences en rédaction et en communication, est requise. La connaissance d'anglais et d'autre langue officielle des Nations Unies est un avantage.

Frais de déplacement local

Une somme de 1000 USD est incluse dans le contrat pour couvrir les frais de déplacement locaux liés aux consultations avec les parties prenantes clés afin de recueillir des informations pertinentes pour l'OGS.

POUR POSTULER À CE POSTE :

Veillez répondre au questionnaire suivant:

<https://forms.office.com/Pages/ResponsePage.aspx?id=2zWeD09UYE-9zF6kFubccMoxy6yWugVAilgv-oapJPZUNDdJODBQWjUyR0Y4RFhRSFFZV0Y3MUg3Ri4u>

Et veuillez envoyer un CV et une lettre de motivation à rachel.lucas@un.org (avec copie à doalos@un.org et à luciana.fernandescoelho@un.org).

Date de clôture : **1^{er} décembre 2023**

Les candidates féminines sont vivement encouragées à postuler.